

GRANDES TENDANCES ET GRANDES MANŒUVRES

Le “second tour” des élections européennes s’annonce indécis

Éclairage Olivier le Bussy

Avant même que les résultats des élections européennes ne soient définitifs, les groupes politiques du Parlement européen préparent déjà le coup “d’après”. Les tractations sont déjà en cours pour former une majorité dans l’hémicycle afin de se répartir les postes (présidence, vice-présidences, présidences de commissions parlementaires, de délégations...) mais aussi pour rassembler le quorum d’au moins 376 députés nécessaire pour élire un candidat à la présidence de la Commission proposé par les leaders des États membres, et soutenir le programme de travail de celle-ci. Les résultats des élections européennes font que le jeu est plus ouvert que jamais.

1 Parlement européen politiquement plus diversifié cherche majorité élargie

Ce n’est pas une surprise, mais ça n’en reste pas moins un bouleversement : pour la première fois depuis 1979, les conservateurs et les socialistes ne disposent plus, ensemble, de la majorité des sièges au Parlement européen. Les premiers ont remporté près de 24 % des sièges, les seconds un peu moins de 20 %. Certes, le Parti populaire européen et l’Alliance des socialistes et démocrates (S&D) restent les deux plus grandes formations de l’hémicycle, avec respectivement 180 et 145 sièges (sur un total de 751) au dernier décompte, mais l’un comme l’autre a perdu près de quarante sièges.

Le PPE paie les résultats médiocres enregistrés par la CDU allemande, Forza Italia et le Parti populaire en Espagne, de même que la déroute des Républicains en France (qui passent de 20 à 8 sièges). “Nous ne nous sentons pas victorieux parce que nous perdons des sièges. Mais nous sommes heureux de rester le premier groupe au Parlement européen”, s’est consolé l’Allemand Manfred Weber, chef du groupe PPE au Parlement et *Spitzenkandidat* de la droite pour la présidence de la Commission.

De son côté, le S&D se félicite des bons résultats obtenus en Espagne ou aux Pays-Bas, mais déplore la chute du Parti démocrate italien (de 31 à 18 sièges), la débâcle du SPD allemand (de 27 à 16 sièges) et la quasi-évanouissement du PS français qui ne conserve que 5 de

ses 12 sièges. “On est en tête dans une petite dizaine de pays. Avec de meilleurs résultats en Allemagne et en France, on aurait pu rattraper le PPE”, se désole une source socialiste.

Fort de l’alliance conclue avec le groupe Renaissance du président français Emmanuel Macron, et d’autres partis européens, l’Alliance des libéraux et démocrates pour l’Europe (ALDE) se fait une place sur le podium, avec 109 élus, soit quarante de plus que dans le parlement sortant. Les Verts figurent eux aussi, parmi les grands gagnants des européennes, grâce aux bons résultats enregistrés au Nord et à l’Ouest de l’Union, qui leur permettent de frôler le seuil de 70 élus, contre cinquante. Il n’en fallait pas plus pour que les Belges Guy Verhofstadt et Philippe Lamberts, respectivement chefs de file de l’ALDE et des Verts, tiennent le même discours et déclarent leur groupe “*incontournables*”.

La tentation existe, côté socialiste, de former une “alliance progressiste”. Lisez : sans le PPE. Le Néerlandais Frans Timmermans, *Spitzen* des socialistes a proposé “*de travailler avec les partis progressistes pour bâtir un programme qui répond aux rêves et aux craintes de nos compatriotes européens*”. La Danoise Margrethe Vestager, candidate des libéraux pour la présidence de la Commission, a semblé abonder dans son sens. “*J’ai œuvré pour briser des monopoles*”, a-t-elle déclaré, en référence à sa position de commissaire à la Concurrence, avant d’ajouter “*aujourd’hui, le monopole du pouvoir (du PPE) est brisé*”. À sa suite, Nico Cué, candidat du Parti de la gauche européenne a dit avoir “*observé que beaucoup de mains se tendent. Il faut voir le programme*”. Il en faut plus pour inquiéter le PPE. “*Timmermans et Vestager s’adressaient avant tout à leur public*”, tempère une source conservatrice, “*mais ils savent bien qu’il faudra négocier avec nous*”. D’autant que même en rassemblant le S&D, l’ALDE, les Verts et la gauche radicale, le compte n’y est pas pour former une majorité. “*Tout le monde sait compter. Et d’ailleurs, peut-on vraiment considérer les socialistes et les libéraux comme des progressistes ?*”, grince une source verte, qui ne mord pas à l’hameçon lancé par Frans Timmermans.

Bref, le PPE et le S&D sont affaiblis mais l’un comme l’autre est indispensable à la formation d’une alliance

au Parlement. Avec qui ? Les Verts ont réalisé un gros résultat en Allemagne "et les Allemands aiment quand la majorité au Parlement européen fait écho à leur situation politique interne", glisse l'insider du PPE. Qui ajoute : "Et il est clair que les libéraux veulent faire partie de l'accord."

ger", a fanfaronné Matteo Salvini, après sa plantureuse victoire. Mais la probabilité est que ces partis continuent d'user du Parlement comme d'une tribune, sans avoir les moyens d'y agir.

2 Le pouvoir de nuisance des antieuropéens devrait être contenu

Au terme des élections, les partis souverainistes, nationalistes et extrémistes voient grossir leurs rangs, comme attendu. Ensemble, l'Europe de la liberté et de la démocratie directe (famille de l'AfD allemande et du Brexit Party) et l'Europe des nations et de la liberté (le club des partis d'extrême droite) occupent près de 110 sièges. Si on y ajoute les Conservateurs et réformistes européens (groupe du PiS polonais, de ce qui reste de conservateurs britanniques et de la N-VA), on arrive à un nombre de 170 députés peu favorables ou carrément hostiles à l'intégration européenne.

Certes, plusieurs résultats marquent les esprits. Au Royaume-Uni, le Brexit Party de Nigel Farage, nouvellement créé, remporte 29 sièges et devient la plus importante délégation nationale du Parlement, à égalité avec les Allemands CDU-CSU. En France, le Rassemblement national de Marine Le Pen devance d'une courte tête la coalition macronienne Renaissance (mais compte un élu de moins qu'en 2014). Et en Italie, la Ligue du ministre de l'Intérieur Matteo Salvini a écrasé la concurrence, avec 34 % des suffrages et 28 sièges.

Mais en Autriche, le FPÖ a payé la note de l'ibizagate de son leader Strache, l'AfD n'a recueilli "que" 10 % en Allemagne et aux Pays-Bas, le PVV de Geert Wilders n'a pas atteint le seuil électoral, tandis que son "concurrent" antieuropéen, le FvD de Thierry Baudet, a fait moins bien que prévu.

Surtout, il est peu probable que tous ces partis s'entendent pour former un seul groupe pour peser au Parlement, en raison des exclusives posées par les uns et les autres : le Brexit Party et l'AfD ne tiennent pas à être associés à Marine Le Pen ; le Mouvement 5 étoiles italien devrait quitter l'EFDD. Enfin, ces partis sont totalement isolés dans l'hémicycle, tous les autres, y compris l'ECR, excluant toute forme d'alliance avec eux. "L'Europe va chan-

3 Spitzenkandidaten ou pas Spitzenkandidaten ? Là est la question

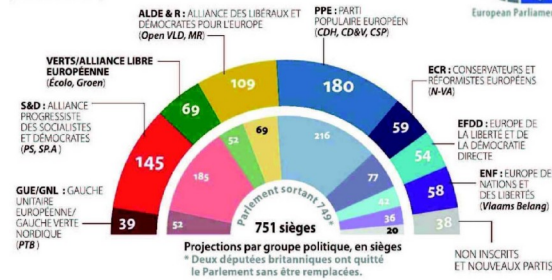
Le système des *Spitzenkandidaten* survivra-t-il aux élections européennes de 2019 ? Comme il y a cinq ans, les partis politiques européens ont désigné des candidats déclarés à la présidence de la Commission. Trois d'entre eux peuvent réellement prétendre au poste : Manfred Weber, Frans Timmermans et Margrethe Vestager. Pour autant que les chefs d'État et de gouvernement de l'Union acceptent de jouer le jeu de la "parlementarisation" de la démocratie européenne, comme en 2014 avec Jean-Claude Juncker. Rien n'est moins sûr.

On devrait savoir à l'issue de la conférence des présidents matinale si les chefs de groupes politiques du Parlement sont déterminés à défendre les *Spitzenkandidaten* envers et contre tout, en faisant savoir qu'ils n'éliront pas un candidat choisi hors du trio précité. Le soir, les chefs d'État et de gouvernement se réuniront à Bruxelles pour un dîner informel afin de poursuivre, à la lumière des résultats des élections, la discussion entamée à Sibiu sur la répartition des hauts postes européens, dont la présidence de la Commission. La chancelière allemande Merkel soutient Manfred Weber qui, en

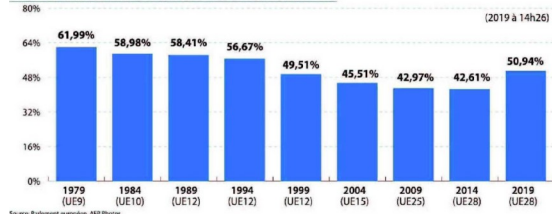
"vainqueur" des élections, devrait prendre la main pour tenter de trouver une majorité; le président français Macron n'en veut absolument pas et cherche des alliés pour bloquer l'Allemand et, si affinités, torpiller les *Spitzen* - par exemple, en sortant son compatriote français Michel Barnier, très apprécié négociateur du Brexit pour l'UE. La Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie ont indiqué qu'aucun des trois candidats n'aurait leurs faveurs. "La question est de savoir si le Conseil européen est prêt à ouvrir un conflit avec le Parlement ou s'il veut régler ça rapidement", préface la source du PPE.

ÉLECTIONS 2019 - LE PARLEMENT EUROPÉEN

Estimation de la répartition des sièges du Parlement européen (estimation à 15h05)



Taux de participation aux élections européennes



LES 21 SIÈGES DE LA BELGIQUE



PRÉSIDENTIE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE : LES FAVORIS

Les chefs d'État et de gouvernement des 28 pays proposent un candidat au Parlement ou il doit être élu à la majorité.

Après le scrutin de dimanche, une éventuelle entrée au moins 3 groupes sera nécessaire.

 Danoise 51 ans Alliance des Libéraux et Démocrates pour l'Europe ALDE & R - libérale démocrate Commissaire européenne à la Concurrence	 Allemand 46 ans Parti populaire européen PPE - démocrate chrétien et droite Chef du groupe PPE
 Néerlandais 58 ans Parti Socialiste européen PSE - social-démocrate Premier vice-président de la Commission en charge des Droits fondamentaux	 Français 68 ans Candidat non déclaré mais recours possible PPE - démocrate chrétien et droite Négociateur de l'UE pour le Brexit, ancien commissaire européen

EN MARGE DES EUROPÉENNES

Grèce : le coup de poker de Tsipras

Après le revers cuisant de son parti de gauche aux européennes, le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, tente un coup de poker bien risqué en convoquant des élections anticipées fin juin/début juillet dans un pays où les partis traditionnels font un retour en force. En septembre 2015, six mois après son arrivée au pouvoir, Tsipras avait déjà été contraint de convoquer les élections anticipées, après avoir accepté un nouveau prêt des créanciers grecs (UE et FMI). Pari moyennement gagnant, le Premier ministre y avait laissé sa majorité parlementaire et avait été contraint de convoler avec un petit parti souverainiste, ce qui lui avait valu une volée de critiques. Mais à l'époque, le nouveau venu bénéficiait d'une sorte d'état de grâce face à des partis traditionnels qui ne s'étaient pas remis en question. Les temps ont changé et le risque est grand pour Tsipras.

“Ma liste [...] est loin de nos attentes et de mes attentes.”

Manuel Valls

L'ex-Premier ministre français, soutenu à Barcelone par le parti libéral anti-indépendantiste Ciudadanos, a essuyé un sévère camouflet aux municipales dans la capitale catalane. Avec à peine 13 %, il arrive en quatrième position du scrutin. La ville est tombée dans l'escarcelle d'Ernest Maragall, 76 ans, qui devrait devenir le premier maire indépendantiste de la deuxième ville d'Espagne.

Les lendemains qui déchantent pour le chancelier autrichien

Le chancelier autrichien Sebastian Kurz n'a pas eu le temps de profiter des 34,5 % recueillis par son parti l'ÖVP aux européennes. Ce lundi, il a été renversé par une motion de censure adoptée par les principaux partis d'opposition. À 32 ans, Kurz ne cesse d'imprimer sa marque dans les livres d'histoire de l'Autriche. Le plus jeune dirigeant d'Europe est en effet devenu le premier chancelier autrichien à être renversé par une motion de censure, et celui dont le mandat aura été le plus bref.

Le leader de l'extrême droite, empêtré dans un dossier de corruption, élu au Parlement européen

L'ancien leader d'extrême droite Heinz-Christian Strache, obligé de démissionner de son poste de vice-chancelier à la suite du scandale de l'"Ibizagate", a obtenu un mandat européen, selon des résultats partiels publiés lundi. L'ex-vice chancelier a été poussé à la démission le 18 mai dernier après avoir été piégé par une vidéo diffusée le 17 mai et filmée en cachette en 2017 sur l'île espagnole d'Ibiza. Il s'y disait prêt à offrir d'importants marchés publics à un oligarque russe en échange de financements occultes.

La coalition allemande menacée par les mauvais résultats du SPD aux européennes

Le SPD est en plein doute après sa déroute aux européennes mais aussi lors du scrutin régional à Brême. Battu ici par la CDU de la chancelière Angela Merkel pour la première fois depuis 73 ans, le SPD a aussi perdu 11 points sur la scène européenne (15,8 %) et s'est vu largement distancé par les Verts. Ces revers électoraux ont réveillé la contestation de l'aile gauche du SPD qui jugeait déjà suicidaire de s'allier pour la seconde fois aux conservateurs dans une "grande coalition", la première expérience leur ayant déjà coûté cher aux législatives de 2017. Plusieurs cadors du parti ont pris la plume ce lundi pour une lettre ouverte dans laquelle ils ne réclament pas le départ de la coalition gouvernementale mais exigent que leur formation ait son mot à dire sur les grandes orientations, des retraites à la lutte contre le changement climatique, en passant par l'immigration et la taxation des multinationales.

LE TAUX DE PARTICIPATION

Pourquoi ces élections ont connu un tel succès

Lors des élections européennes du 23-26 mai, plus d'un citoyen sur deux a voté. Jamais, depuis vingt ans, les Européens ne s'étaient autant mobilisés pour ce scrutin, renversant cette fois la courbe de déclin du taux de participation observée depuis 1979. Ce fut la vraie surprise de ces élections, d'autant plus que l'augmentation par rapport à 2014 n'est pas dérisoire. Si, il y a cinq ans, 42,61 % des citoyens avaient voté, ils étaient cette fois 50,5 % à se rendre aux urnes. Au niveau national, certains pays ont vu le taux de participation aux européennes doubler, comme par exemple en Pologne, ou dépasser de loin les 50 %, comme en Allemagne (61,41 %) où le vote n'est pas obligatoire. Pour une Union en mal d'amour de ses citoyens, frappée par des crises successives et confrontée à son premier divorce avec un État membre, le Royaume-Uni, ce record est accueilli comme un signal positif.

“Cela montre que les citoyens réalisent que l'UE fait partie de leur réalité quotidienne et de leur avenir”, a par exemple déclaré Jaume Duch, porte-parole du Parlement européen. Même son de cloche du côté de la Commission: *“Le taux de participation le plus élevé en 20 ans témoigne de la participation active des Européens qui se mobilisent et façonnent l'avenir de notre Union”,* a déclaré le porte-parole Margaritis Schinas.

L'attention médiatique et une mobilisation de la société civile inédites étaient les premiers indices d'une élection pas comme les autres. Les chiffres du Parlement européen montrent, par exemple, que le nombre d'articles dans les médias de l'Union sur les élections de cette année a été deux fois plus élevé qu'en 2014. Plusieurs acteurs de la société civile ou du

monde des affaires ont cherché à s'associer au message “Cette fois je vote” de la campagne européenne. La plateforme musicale Spotify a, elle, créé une playlist spéciale élections, l'application de rencontre Tinder a incité les électeurs à trouver leur paire pour les cinq prochaines années, des entreprises de location de trottinettes électriques ont proposé des trajets gratuits pour se rendre aux urnes.

Une mobilisation inédite de la société civile

Cet éveil de la société civile est un symptôme des contextes nationaux, européen, et mondial qui, combinés, ont favorisé la mobilisation électorale. Dans certains pays, ces élections étaient une occasion de sanctionner le parti au pouvoir, comme en Roumanie, où le taux de participation est passé de 32,44 %, en 2014, à 51,07 % et où la gauche populiste au pouvoir a subi un sérieux revers. En Pologne, où le taux de participation a presque doublé, les ultra-conservateurs du PiS, accusés de miner l'état de droit, se sont accrochés au pouvoir, mais l'enjeu de la campagne était bien centré sur la place du pays en Europe, au-delà des considérations nationales.

Au niveau de l'UE, après des crises économiques et migratoires, face à un environnement géopolitique en mutation et une multiplication des défis autant externes – que posent la Russie et même les États-Unis – qu'internes – comme le Brexit et la montée des populistes –, ces élections étaient vues comme une l'opportunité d'exprimer un choix. Que ce soit en faveur de forces pro-européennes ou des europhobes.

Des enjeux transnationaux

“Les enjeux de cette cam-

pagne électorale ont été surtout le climat et la migration, deux thèmes à caractère transnational. Cela a permis une poussée des verts et de la droite radicale”, observe

Nathalie Brack, politologue à l’Université libre de Bruxelles. De fait, en Hongrie (où le taux de participation est passé de 28,97 % à 43,36 %), le Fidesz de Viktor Orbán a triomphé. Tandis qu’en Allemagne (de 48,10 % à 61,41 %), les écologistes ont bénéficié d’une percée inédite. De manière générale, *“ce sont les partis qui ont des positions claires sur l’Europe qui ont eu du succès, dont notamment les centristes, les libéraux très pro-européens”,* selon M^{me} Brack. Reste que *“les forces pro-européennes avaient jusque-là du mal à mobiliser leurs troupes. Proportionnellement donc, on peut dire qu’elles bénéficient plus de cette mobili-*

sation électorale”, estime Janis Emmanouilidis, de l’European Policy Centre.

À ce titre, pour Nathalie Brack, *“après le Brexit, après tant de crises, il y a une prise de conscience de la fragilité de la construction européenne”. Le signal est donc positif pour le projet européen, même s’il n’est pas généralisé. Le taux de participation a aussi baissé dans sept pays, dont l’Italie, où l’extrême droite de Matteo Salvini a remporté les élections. “Mais on peut être optimistes. 40 %, c’est le taux de participation aux élections nationales aux États-Unis. Ici, on a dépassé les 50 %. C’est déjà bien. C’est en tout cas une grande légitimation du projet européen. Peut-être que le demos européen émerge enfin. Peut-être que les Européens réalisent que la démocratie doit être méritée”,* analyse Karel Lannoo, directeur du Centre for European Policy Studies.

Maria Udrescu

ROYAUME-UNI |

Le Brexit n’a pas fini de perturber le jeu politique

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Le Brexit Party, le nouveau bébé du député européen Nigel Farage, a aisément remporté l’élection européenne britannique avec 30,5 % des votes. Il a siphonné “son” ancien parti, le Ukip (le parti pour l’indépendance du Royaume-Uni), qui dégringole de 26,6 % à 3,2 % des votes, et il a grignoté les votes des conservateurs mécontents qui s’effondrent de 23,1 % à 8,8 %. Nouveau venu sur la scène politique britannique, il arrive ainsi en tête dans neuf des onze régions, n’étant battu qu’à Londres et en Écosse, ainsi qu’en Irlande du Nord où il n’était pas présent. *“Si nous ne quittons pas l’Union européenne le 31 octobre, les scores que vous avez vu aujourd’hui se reprodui-*

ront lors d’une élection générale”, a prévenu un Nigel Farage tout en jubilation.

Un jeu indécis

Si, en termes de sièges, les partisans d’un Brexit radical l’emportent haut la main avec 29 des 73 strapontins britanniques, il n’en est pas de même au niveau des voix : les partis favorables à l’organisation d’un second référendum les devancent avec 39,8 % des voix, contre 33,7 %.

Les libéraux-démocrates se révèlent être les grands gagnants de ce scrutin avec 20,3 % des voix contre 6,6 % en 2014. Ils emmènent dans leur sillage les verts (11,7 % contre 6,9 % en 2014), Change UK (3,3 %), le Parti national écossais (3,5 %) et les indépendantistes gallois de Plaid Cymru (1 %).

Les partis pro-UE ont profité de la motivation de leurs électeurs. “La participation a augmenté de 5 % dans les zones qui avaient le plus voté en faveur d’un maintien dans l’UE lors du référendum contre 1 % dans celles qui avaient le plus voté en faveur du Brexit”, explique John Curtice professeur de sciences politiques à l’université de Strathclyde, en Écosse.

Les deux principales formations politiques traditionnelles – conservateurs et travaillistes – recueillent respectivement 8,8 % et 13,7 % des voix. Les premiers ont été punis pour ne pas avoir concrétisé le Brexit, les seconds pour ne pas avoir eu de politique claire sur ce dossier. Le niveau de leur score commun (22,5 %) est d’une faiblesse jamais égalée depuis l’émergence du Labour au début du XX^e siècle.

Les deux formations sont clairement victimes d’un vote de sanction lors de ces européennes. Ainsi, après avoir remporté la municipalité de

Trafford il y a trois semaines lors d’un scrutin local partiel, le Labour y est arrivé en troisième position jeudi dernier derrière les libéraux-démocrates et le Brexit Party.

En finir coûte que coûte avec le Brexit

Le successeur de Theresa May à la tête du parti conservateur et du pays retiendra sans doute deux enseignements de ce scrutin. Il doit tout d’abord concrétiser le Brexit pour empêcher le parti de Nigel Farage de s’inscrire durablement dans le paysage politique britannique. Ensuite, tant que cela ne sera pas fait, le futur leader conservateur n’organisera pas d’élection générale sous peine de se voir tailler des croupières par le Brexit Party et de faire le jeu du Labour. “Si nous continuons comme cela, nous serons virés !” a d’ailleurs estimé le favori à la succession de M^{me} May, l’ancien ministre des Affaires étrangères et ancien maire de Londres Boris Johnson.

ESPAGNE

Le PSOE sera le plus fort contingent socialiste

Paco Audije
Correspondant à Madrid

Grande première, les socialistes espagnols vont représenter le plus important contingent du groupe S&D (Alliance progressiste des socialistes et démocrates) du Parlement européen.

Avec un tiers des suffrages exprimés en poche, le PSOE a obtenu 20 sièges au Parlement européen (sur les 57 sièges dévolus à l’Espagne), loin devant les 12 députés (20,13 %) du Parti populaire (PP, droite).

Ce succès de Pedro Sánchez s’explique tant par le poids très faible des

eurosceptiques en Espagne que par l’organisation simultanée des municipales et de régionales qui ont “boosté” la participation. Ce dimanche, le taux de participation a atteint 64 %, contre 46 % en 2015. En plus, le PSOE a pu jouer la carte de “la continuité” après sa récente victoire aux législatives et sénatoriales du 28 avril. Il a aussi pu compter sur sa tête de liste, Josep Borrell, ancien président du Parlement européen et figure marquante de la scène politique espagnole. L’homme s’est toujours dressé contre les indépendantistes de Catalogne, sa région natale. Pourtant malgré son engagement, il n’a pas pu que

constater le succès de certains indépendantistes : Oriol Junqueras, ancien vice-président catalan (Gauche républicaine, ERC), a été élu eurodéputé alors qu'il séjourne toujours en prison, tandis que Carles Puigdemont (Junts per Catalunya, JxCat) a recueilli plus d'un million de voix. Mais pour "valider" son élection, Puigdemont devra impérativement prêter serment à Madrid.

Si le cas d'Oriol Junqueras semble entendu, il ne devrait pas pouvoir prêter serment en étant en prison, tous les regards se tournent vers Puigdemont et son éventuelle traversée des Pyrénées...

Les élections européennes en Espagne ont montré une nouvelle ascension de Ciudadanos (libéraux) qui a engrangé 12,17 % et 7 eurodéputés. Sa tête de liste, Luis Garicano, un économiste de renom, est un fan de la première heure du président français Emmanuel Macron.

Finalement, ces élections européennes ont encore renforcé l'effondrement de Unidas-Podemos (gauche alternative) qui passe de 11 à 6 sièges.

Vox, le nouveau parti néofranquiste, va faire son entrée au Parlement

européen. Mais avec 6,2 %, il perd pratiquement 50 pour cent par rapport aux législatives du 28 avril dernier.

Les socialistes en force aux régionales

À côté des européennes, les Espagnols étaient aussi appelés à voter pour les régionales. Douze des dix-sept régions étaient en jeu et le PSOE en rafle dix.

Malgré tous ces signaux positifs, Pedro Sanchez sait qu'il va devoir batailler ferme pour mettre sur pied une coalition au national. Pablo Casado, le secrétaire général du PP, veut voir dans les 22,24 % obtenus aux municipales qui se tenaient aussi ce dimanche, la fin d'une érosion et le début d'une timide reprise. Ce score qui satisfait Pablo Casado est pourtant cinq points en dessous des scores enregistrés aux mêmes élections en 2015, mais le PP veut voir le verre à moitié plein et espère conserver le gouvernement de la région de Madrid s'il arrive à négocier un pacte avec C's et Vox. Le PSOE, de son côté, sort en tête du scrutin madrilène mais l'effondrement de la gauche alternative le laisse – en principe – sans possibilité d'alliance.

ITALIE Matteo Salvini a le vent en poupe

Valérie Dupont
Correspondante à Rome

Matteo Salvini n'a pas attendu les résultats complets pour fêter sa victoire, dimanche. Sur les réseaux sociaux, vingt-quatre minutes seulement après la fermeture des bureaux de vote, il a publié une photo sur laquelle il se montre souriant et brandissant une feuille de papier et un message : "Premier parti d'Italie ! Merci".

Matteo Salvini a gagné ces élections

européennes avec 34,3 % des voix, il a doublé le résultat obtenu lors des législatives de mars 2018, sans compter qu'en 2014, la Ligue du Nord n'avait obtenu que 6 % des voix aux européennes. Mais depuis lors, Matteo Salvini a transformé le parti en profondeur et l'a installé dans toute l'Italie, même dans les régions rouges comme l'Émilie-Romagne et dans le Sud.

Si Matteo Salvini crie victoire et remercie le ciel, Luigi Di Maio, son allié du Mouvement 5 étoiles dans le gouverne-

ment, a essuyé une cuisante défaite, avec à peine 17 %, son plus mauvais résultat. “Nos gens ne sont pas allés voter”, a-t-il avancé comme argument, expliquant que dans les régions du Sud, l’absentéisme est le premier parti, “mais personne ne demande ma démission”, a poursuivi le jeune chef politique qui va devoir rendre des comptes à sa base.

Crise de gouvernement en vue ?

Le Parti démocrate, le centre gauche, relève timidement la tête, redevenant le deuxième parti du pays avec 22 %, ce qui va encourager le nouveau secrétaire, Nicola Zingaretti à poursuivre la réforme du parti, tandis que Silvio Berlusconi, élu député européen à 82 ans, doit cette fois accepter que son parti est clairement mis en liquidation, n’obtenant que 8 % des suffrages.

“Les Italiens nous demandent d’aller de l’avant, et nous avons déjà le chrono-programme”, estime Matteo Salvini, “ce vote permettra aux Italiens et aux Français d’investir encore plus d’argent dans les infrastructures comme le TGV Lyon-Turin, mais aussi des grands chantiers routiers, des ports, des aéroports. Le mandat est clair : l’électeur nous demande d’agir !” Le rapport de force entre les deux formations unies au sein du gouvernement est complètement inversé, et ce sera désormais Matteo Salvini qui pourra menacer Luigi Di Maio de faire tomber le gouver-

nement s’il n’obtient pas gain de cause. Difficile pour le Mouvement 5 étoiles d’accepter la construction du TGV Lyon-Turin, la taxe unique à 15 %, l’autonomie des régions du Nord, ou encore un nouveau décret sécurité, autant de choses qui permettraient à la Ligue de se présenter aux Italiens comme le seul parti qui tient ses promesses. Une crise de gouvernement permettrait à la Ligue de repartir en campagne, en lui permettant aussi de faire retomber sur le mouvement populiste la responsabilité d’avoir plombé les finances publiques italiennes à cause du revenu citoyen.

Sur le plan européen, la Ligue enverra vingt-huit députés à Strasbourg, de quoi faire de Matteo Salvini le vrai chef des souverainistes. Il ne réussira pas à changer les équilibres au sein du Parlement, mais pourrait devenir un empêcheur de tourner en rond, au bras de Marine Le Pen, son amie de toujours. “Une lettre de la Commission européenne sur l’économie italienne arrivera dans les prochains jours”, a expliqué Matteo Salvini, annonçant déjà la couleur. “Les Italiens m’ont donné le mandat de rediscuter les paramètres et les limites imposées aux dépenses des États, autrement un vote comme celui-ci ne s’explique pas.” Quant aux migrants, les choses sont claires : “La bataille sur les migrants sera ma première bataille en Europe !” annonce-t-il. L’Europe est prévenue.

FRANCE | Macron et Le Pen au centre du jeu

Benjamin Masse
Correspondant à Paris

Une défaite en trompe-l’œil. C’est ce que l’on ne cesse de répéter au sein de l’État-major macroniste.

Certes, reconnaît-on, Nathalie Loiseau n’a pas réalisé une bonne campagne, et le choix de la tête de liste par les stratèges du parti majoritaire n’était à l’évidence pas le plus judicieux. Certes, la liste LREM a fait moins que le score d’Emmanuel Macron à la dernière

élection présidentielle (22,4 % contre 24 %). Certes, enfin, la victoire nette du parti de Marine Le Pen (23,3 %) constitue une revanche personnelle pour cette dernière, alors que certains avaient déjà dressé son acte de décès politique, après son débat-catastrophe avant le second tour de 2017.

Mais, aux yeux des macronistes, le principal est non seulement acquis, mais également conforté. Le principal, c'est la recomposition du paysage politique, supposé ne laisser en position de gouverner que deux formations, l'une représentant une tendance libérale, pro-européenne – en l'occurrence LREM – l'autre une tendance nationale-populiste, à savoir le Rassemblement national. *“La poutre travaille encore”*, avait formalisé Édouard Philippe, à l'issue de l'échéance suprême de 2017. Il est vrai que si le Parti socialiste s'était alors effondré, l'autre pilier de *“l'ancien monde”*, Les Républicains (LR), avait dépassé les 20 % malgré les déboires de François Fillon. Et le scrutin présidentiel avait également vu la montée en puissance de La France Insoumise, qui avait elle tutoyé les 20 % (19,58 %).

Cette fois, seuls les écologistes sont au-dessus des 10 % (13,5 %), mais loin derrière les deux mastodontes RN et LREM. *“Le constat que l'on peut faire, c'est qu'alors que jusque-là, la question sociale était le clivage principal au sein de la société française, la question de la souveraineté s'y est désormais substituée”*, analyse Stéphane Rozès, politologue et président de CAPE.

Casting audacieux

Question de la souveraineté centrale dans le programme de Marine Le Pen, bien sûr, mais aussi dans celui d'Emmanuel Macron qui, le premier, a théorisé l'échelon européen comme celui où devait désormais se projeter la souveraineté de la collectivité nationale. *“Au contraire, les partis qui cultivent l'ambiguïté sur cette question ne sont plus audibles”*, poursuit Stéphane Rozès. À commencer par Les Républicains, dont le positionnement programmatique est demeuré très flou durant cette campagne. Le parti de Laurent Wauquiez a beaucoup misé lors de cette échéance sur le renouvellement, en promouvant la figure de François-Xavier Bellamy. Mais ce casting audacieux n'a pas suffi. Quant à La France Insoumise (le parti a finalement fait 6,5 %), elle a souffert des difficultés à établir une stratégie de campagne claire. *“Jean-Luc Mélenchon n'est jamais parvenu à choisir entre une ligne populiste à forte composante souverainiste, et une ligne plus 'gauchisante'”,* juge Stéphane Rozès. *Il a finalement choisi la seconde, mais elle s'est avérée peu rassembleuse.”*

Restent enfin les Verts, qui ont réalisé un score inespéré (13 %). Un score réalisé grâce à une bonne campagne de leur tête de liste, Yannick Jadot, centrée sur l'articulation entre les problématiques écologiques et européennes. *“Jadot a fait une campagne sur le fond, et récupéré du coup une partie de l'électorat macroniste, déçu du manque de contenu de LREM, qui avait tout misé sur la peur de l'épouvantail du RN”*, conclut Stéphane Rozès. Pas sûr, cependant, que le bon score des Verts soit reproductible hors des échéances européennes, qui leur sont traditionnellement favorables.